

LE POI INFORME – 21 juin

Le Parti ouvrier indépendant (POI) juge nécessaire, dans l'avalanche des mensonges et procès montés de toute pièce, de porter à la connaissance de tous, la tribune intitulée « Instrumentaliser l'antisémitisme au lieu de combattre l'extrême droite est indigne et dangereux », parue hier sur le site du journal *Libération*.

« **L**a lutte contre l'antisémitisme ne « doit pas être dévoyée par des jeux politiques. Des citoyennes et citoyens juives et juifs considèrent que leur devoir, au nom des mémoires individuelles et collectives, vis-à-vis de l'Histoire et de l'avenir, est de faire barrage au RN.

Alors que le danger de voir le Rassemblement national accéder au pouvoir n'a jamais été aussi grand que depuis la dissolution surprise du 9 juin dernier, différents apprentis sorciers ont choisi d'instrumentaliser l'antisémitisme pour attaquer la gauche et les écologistes par un détournement de sens invraisemblable.

Ainsi, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), le Fonds social juif unifié (FSJU), le collectif « Nous vivrons » et la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) ont dénoncé l'alliance des partis de gauche et des écologistes au sein du Nouveau Front populaire en la qualifiant de « honte » et d'« accord infâme » au prétexte qu'elle inclut La France insoumise (LFI), accusée d'antisémitisme par ces organisations. En amalgamant critique de la politique israélienne et juste soutien aux droits légitimes du peuple palestinien avec l'antisémitisme, on en vient à s'opposer à l'indispensable combat de tous les démocrates contre le Rassemblement national (RN). De tels amalgames nourrissent l'antisémitisme, comme l'assimilation de tout musulman au Hamas ou au Djihad islamique nourrit l'islamophobie et le racisme anti-arabe.

Dans leur litanie contre ce qu'ils appellent « les extrêmes » qu'ils renvoient dos à dos, Emmanuel Macron, ses ministres et ses

candidats, accusent eux aussi « l'extrême gauche » d'antisémitisme, n'hésitant pas à enrôler Léon Blum dans leurs accusations diffamantes qui sont reprises dans de multiples déclarations et véhiculées à l'envi à travers plusieurs médias.

Nous, citoyennes et citoyens juives et juifs, dont l'histoire nous a appris ce qu'est l'antisémitisme, condamnons les accusations d'antisémitisme infondées contre LFI et les différents partis du Nouveau Front populaire. Nous récusons cette falsification de la réalité politique qui rejoint les falsifications de l'histoire.

Cette instrumentalisation de l'antisémitisme est condamnable à de nombreux titres. D'abord parce qu'elle dédouane l'extrême droite dont l'histoire et les racines sont indissociables du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie. Ensuite parce qu'elle empêche la constitution d'une digue capable de faire barrage au RN. En troisième lieu parce qu'elle vise à briser l'alliance des gauches et des écologistes – une rupture qui ne profiterait qu'à l'extrême droite – et parce qu'elle tente ainsi de détruire la seule alternative crédible et souhaitable à ce risque majeur pour la liberté, l'égalité, la fraternité, pour la démocratie. Enfin parce qu'elle sabote le combat contre les résurgences de l'antisémitisme en France et en Europe, un combat crucial, inséparable de la lutte contre les autres formes de racisme.

Certaines et certains ont été heurtés et ont été en désaccord avec telle déclaration ou telle prise de position de certains militants ou responsables de LFI ou d'autres partis du Nouveau Front populaire. Pour autant, nous refusons de cautionner des accusations

politiciennes, et l'instrumentalisation d'antisémitisme qui vise à délégitimer plutôt qu'à débattre.

Comme tous les racismes, l'antisémitisme est un délit qui tombe sous le coup de la loi. Or, aucun dirigeant ou élu des partis composant le Nouveau Front populaire – dont le programme affirme : « *l'antisémitisme a une histoire tragique dans notre pays qui ne doit pas se répéter. Tous ceux qui propagent la haine des Juifs doivent être combattus* » – n'a pour l'heure été condamné pour ces faits, à l'inverse de nombreux responsables d'extrême droite. A notre connaissance, aucune des organisations précitées n'a publiquement porté plainte pour antisémitisme contre une ou un responsable de gauche ou de l'écologie politique.

Que le RN soutienne désormais le gouvernement israélien et la colonisation dans

les territoires occupés ne change rien à sa nature profonde. C'est toujours à l'extrême droite que les préjugés et actes racistes, anti-arabes et antisémites en particulier, sont les plus répandus, comme en témoignent avec constance les rapports annuels de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

La lutte contre l'antisémitisme et contre tous les racismes est un combat fondamental. Il ne peut pas, il ne doit pas, être dévoyé par des jeux politiques. Citoyennes et citoyens juives et juifs, nous considérons de notre devoir historique, tant au nom de nos mémoires individuelles et collectives, que vis-à-vis de l'Histoire et de l'avenir, de faire barrage à l'arrivée au pouvoir du RN. Là est l'urgence, là se mène le vrai combat contre l'antisémitisme et tous les racismes. »

Signataires de la tribune, au 20 juin 2024 : Isabelle Avran, journaliste ; Bernard Barré, membre du CPR Aura, les Écologistes EELV ; Abraham Béhar, professeur des Hôpitaux honoraire ; Raymond Benhaïm, économiste ; Harry Bernas, physicien ; Sophie Bessis, historienne ; Edgar Blaustein, militant associatif ; Rony Brauman, ex président de Médecins sans frontières ; Alain Champaux, professeur agrégé retraité ; Patrick Chemla, psychiatre et psychanalyste ; Alice Cherki ; Catherine Chif, professeure retraitée ; Georges Yoram Federman, psychiatre gymnopédiste ; Claire Gaspard, universitaire retraitée (Université de Caen) ; Dominique Glaymann, professeur émérite en sociologie ; Renée-Claire Glichtzman ; Dominique Horn Chandesris, physicienne retraitée ; Pierre Khalfa, économiste, Fondation Copernic ; Pierre Korzek, retraité ; Daniel Kupferstein, réalisateur ; Gérard Lévy, conseiller municipal les Écologistes EELV ; Alain Lipietz, économiste, ancien député Vert ; Danièle Lochak, universitaire ; François Longérimas, militant du mouvement coopératif ; Gustave Massiah, économiste ; Mustapha Nadi, professeur des Universités, Université de Lorraine ; Véronique Nahoum-Grappe, chercheuse en sciences sociales Paris ; Jean-François Pessis, militant associatif ; Jean-Claude Soufir, maître de conférences des Universités, praticien hospitalier honoraire ; Léa Szapiro ; Claude Szatan, militant associatif ; Pierre Tartakowsky, Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme ; Michèle Zemor, ex conseillère Région IDF, Vice-présidente agglomération Plaine commune ; Agnès Zissmann, militante associative.